

PRESTATION INTERMINISTERIELLE

DEMANDE DE SUBVENTION POUR SÉJOURS D ENFANTS QF ≤ 12 400 €
 date limite : **dès la fin du séjour ou avant 1 an**

PRESTATION ACADEMIQUE (voir possibilités de cumul)

DEMANDE D'AIDE COMPLÉMENTAIRE AUX VACANCES QF ≤ 14 000 €
 date limite : **30 septembre 2019**

Tout dossier parvenu au rectorat incomplet ou après cette date limite sera refusé (cachet de la poste faisant foi)

TEL : 03 83 86 22 17 **dépts 54-57** Courriel : ce.action-sociale@ac-nancy-metz.fr TEL : 03 83 86 22 47 **dépts 55-88**

Cette aide est accordée aux personnes remplissant les conditions requises, **dans la limite des crédits disponibles**

N° INSEE : _____ / _____ / _____ / _____ / _____ / _____ / _____

NOM et Prénom du demandeur : _____

NOM de famille (naissance) _____ Date et lieu de naissance : _____

Adresse : _____

Adresse Internet _____ ☎ personnel: _____

Grade : _____ ☎ professionnel : _____

Lieu et adresse d'exercice y compris retraité(e): _____

Préciser si vous êtes : (1) PUBLIC - PRIVE temps plein- temps partiel _____% date : _____

Titulaire stagiaire auxiliaire/contractuel Apprenti(e) Fonction Public d'Etat
 retraité(e) dernier grade et date : _____

NOM et Prénom du conjoint : _____ date de naissance _____

Profession du conjoint : _____

Situation de famille (1)

Célibataire – vie maritale – pacsé(e) – marié(e) – séparé(e) – divorcé(e) – veuf(ve)

Si changement de situation, préciser la date : _____

Nombre d'enfants à charge au moment de la demande :

Composition du foyer :

Dans le tableau suivant, inscrire les noms, prénoms et dates de naissance de toutes les personnes (conjoint, enfants) composant le foyer, autres que le demandeur

NOM - Prénom - Date de naissance	NOM - Prénom - Date de naissance

(1) rayer la mention inutile

ACADEMIE DE NANCY-METZ – DPAE/3 – service action sociale – CO 30013 – 54035 NANCY CEDEX

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (article 441.1 du Code pénal). L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).

CERTIFICAT DE PRESENCE

PARTIE A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DU CENTRE OU DU SEJOUR
(pour les séjours éducatifs, à faire compléter par la mairie ou l'enseignant)

Je soussigné(e) :

Responsable :

de la colonie de vacances ou du camp

du centre de loisirs

camping

du séjour éducatif

du séjour linguistique

Location(3)

du gîte de France (2)

de la maison familiale

intitulé et adresse du centre d'accueil :
.....

certifie que l'enfant : NOM : Prénom :

Date de naissance :

a séjourné dans mon établissement ou centre :

Du : au : soit : jour(s)

Pension complète (1) ½ pension (1) sans pension (1)

..... journée(s) complète(s) à€ demi journée(s) à€

Montant total du séjour :€

déductions CAF :€

Autres déductions :€

MONTANT PAYE PAR LA FAMILLE :€

numéro d'enregistrement du séjour ou numéro d'habilitation délivré par jeunesse et sports (obligatoire)

/ _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ / _ /

signature du responsable du séjour

cachet du centre d'accueil
(établissement scolaire ou mairie pour les
séjours éducatifs)

(1) rayer la mention inutile (2) pour les gîtes de France, joindre une attestation délivrée par le relais départemental (3) si n° SIRET

ATTESTATION EMPLOYEUR DU CONJOINT (hors Éducation Nationale dans la même académie)

Je soussigné(e) :

Société (1)

Établissement (1)

Administration (1)

cachet de l'entreprise

certifie que M. - Mme – Mlle

demeurant à :

a bénéficié d'une participation d'un montant de :€

n'a pas bénéficié d'aide pour le séjour de son enfant

En foi de quoi, je lui délivre la présente attestation pour servir et valoir ce que de droit

A, le

Signature

PARTIE A COMPLETER PAR LE DEMANDEUR

Je soussigné(e) :

né(e) le :

certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements indiqués sur ce document

A, le

signature du fonctionnaire

ACADEMIE DE NANCY-METZ – DPAE/3 – service action sociale – CO 30013 – 54035 NANCY CEDEX

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (article 441.1 du Code pénal). L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).

ATTENTION

**TOUS LES SÉJOURS NE DONNENT PAS DROIT
AUX DEUX AIDES
voir la plaquette ou consulter le site**

ENFANTS AYANT PARTICIPE A UN SEJOUR

conditions d'âges voir la plaquette ou le site

***ASIA : un montant minimal de 10 € par séjour et par enfant restera à la charge des familles**

MODE DE SEJOUR :
(utiliser les abréviations)

CV : Colonie de Vacances

GF : Gîte de France

C : Camping

SE : Séjour Éducatif

CA : Centre Aéré

MFV : Maison familiale de Vacances

L : Location

SL : Séjour Linguistique

NOM – Prénom	Date de naissance et âge au moment du séjour	Mode de séjour	Dates et lieu de séjour	Montant réellement payé par la famille	Partie réservée à l'administration		
					PIM	Forfait*	ASIA
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	
						- 10 €	

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis.

A

le ,

Signature

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (article 441.1 du Code pénal). L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).

Annexe 1

CERTIFICAT D'ASSIDUITÉ concerne les apprenti(e)s de la Fonction Publique d'État

Je soussigné(e) _____
responsable du centre de formation de _____
certifie que M _____
est assidu(e) aux cours pour l'année scolaire en cours

Fait à _____
signature et cachet

le _____

Je soussigné(e) _____
maître d'apprentissage de M _____
Établissement/service _____
certifie que l'intéressé(e) est assidu(e) à la formation depuis la signature de son contrat
d'apprentissage.

Fait à _____
signature et cachet

le _____

PIÈCES A JOINDRE IMPÉRATIVEMENT **FEUILLET À CONSERVER PAR LE DEMANDEUR**



NOUVEAU : Les prestations interministérielles ne sont pas cumulables avec les prestations académiques sauf pour les séjours éducatifs et linguistiques

Attention le dossier doit être réceptionné, complet, avant la date indiquée sur le dossier.
Pour la prestation interministérielle la demande est rétroactive pendant un an, de date à date (date de réception du dossier)

BÉNÉFICIAIRES DE L'ACTION SOCIALE

- ▶ les agents stagiaires ou titulaires, en activité, rémunérés sur le budget de l'État
- ▶ les agents non titulaires rémunérés sur le budget de l'État (contractuels, AESH (ex AVS-I), enseignants du privé (étab. sous contrat)) sous réserve que leur contrat initial au moment de la demande soit conclu pour une durée égale ou supérieure à 6 mois
- ▶ pour les non titulaires, une PIM ne peut-être allouée que dans le cadre d'un contrat supérieur ou égal à 10 mois, les AED et AVS-CO rémunérés par les EPLE sous contrat supérieur ou égal à 6 mois ne peuvent bénéficier d'une PIM
- ▶ les Maîtres agréés à titre définitif exerçant dans un établissement privé sous contrat, en activité et rémunérés sur le budget de l'État
- ▶ les assistants d'éducation (AED) et les auxiliaires de vie scolaire ayant une mission collective (AVS-co) recrutés et rémunérés par les EPLE sous réserve que leur contrat initial au moment de la demande soit conclu pour une durée égale ou supérieure à 6 mois
- ▶ les retraités de l'enseignement public domiciliés dans l'académie de Nancy-Metz
- ▶ les retraités de l'enseignement supérieur radiés des cadres avant l'intégration de leur établissement à l'Université de Lorraine et domiciliés dans l'académie de Nancy-Metz
(Intégration à l'UL : Nancy 1 : janvier 2009 / Université de Metz : janvier 2010 / INPL : janvier 2010 / Nancy 2 : janvier 2011 / ENSAM : janvier 2015 / ENIM : Janvier 2016)
- ▶ les ayants droit (veufs, veuves non remariés titulaires d'une pension de réversion, tuteur d'orphelins d'un agent de l'Éducation Nationale)
- ▶ les apprenti(e)s de la fonction publique État

AVEC LA 1ERE DEMANDE DE L'ANNEE CIVILE (tous dossiers confondus)

Ne pas oublier de signer et merci de vérifier les pièces avant l'envoi

- une enveloppe à votre adresse actuelle
- un relevé d'identité bancaire mentionnant votre adresse actualisée, lisible et non déchiré correspondant à celui du bulletin de paye
- la photocopie complète de(s) l'(s)avis d'imposition de **2018 (revenus 2017)**
En cas de vie maritale joindre les justificatifs fiscaux de chacun des conjoints
- pour les non-titulaires : copie de l'arrêté de nomination et du contrat de travail (couvrant la période de l'année scolaire du séjour)
- toutes pièces prouvant un changement de situation depuis le **31.12.2017**
- une photocopie de l'extrait de jugement de divorce ou de l'ordonnance de non-conciliation (extrait relatif à la garde des enfants)
- photocopie du dernier bulletin de salaire (ou pension) du demandeur et du conjoint
- copie du livret de famille
- pour les apprentis : le contrat d'apprentissage
le certificat d'apprentissage (annexe 1)

A CHAQUE DEMANDE

- la demande de prestation interministérielle et/ou de prestation académique
- le tableau
- pour les apprentis : le certificat d'assiduité (annexe 1)
- l'**original** du certificat de présence signé et complété (1 par enfant et par séjour) + facture pour les maisons familiales et gîtes de France (voir ci-dessous)
pour les camping, locations, maisons familiales et gîtes de France , l'original de la facture acquittée (et non de la réservation antidatée), aux nom et prénom du demandeur, lisible, détaillée non déchirée, comportant le n° de SIRET, listant le nombre de participants au séjour

LES ATTESTATIONS SUR L'HONNEUR, POUR LES LOCATIONS, chez les particuliers, NE SONT PAS PRISES EN CONSIDÉRATION

Mode de calcul du quotient familial : Revenu Brut Global (ou revenu mondial)
nombre de parts fiscales

Date limite de dépôt du dossier pour la prestation académique : le 30 septembre 2019

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (article 441.1 du Code pénal). L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).